

Extrait du registre des délibérations

Le 23 octobre deux mille vingt-trois, à 19h, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en séance ordinaire à la mairie sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Étaient présents : Mesdames : Chantal Ferrando Francine Lahore, Claire Labat, Joëlle Préchacq-Latrete, Marie-Anne Sommesous, Marguerite Vogt.

Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Claude Artigues, Pierre Labrosse, Mikaël Bernadet, Anthony Jegou, Jean-Claude Tucoulou.

Excusés :

Absente : Julie Sabran

Secrétaire de séance : Francine Lahore

1°) Objet : Approbation du compte-rendu de la séance du 28 août 2023

*André Lanusse-Cazalé : Le compte-rendu a été envoyé par mail le 3 octobre 2023.
Avez-vous des observations ? Il est approuvé, je vous remercie.*

2°) Objet : Restaurant du Parc : projet de promesse de bail commercial

Dans le cadre du projet de revitalisation du centre-bourg, la commune a engagé la réhabilitation du restaurant du parc, vacant depuis plus de 10 ans. Propriétaire de l'immeuble situé au 4 Place de la Liberté, la commune a engagé publiquement la recherche du futur gérant dudit immeuble aux fins d'exploitation, après aménagement, d'une activité de restauration. Ce projet est destiné à constituer un catalyseur de l'animation du cœur de bourg.

Dans le cadre de ces recherches, la commune a identifié à l'effet d'exploiter l'activité commerciale projetée « LE RESTAURANT DU PARC » la SAS DE TERRE EN MER représentée par M. Xavier LAGARDE. Ce porteur de projet présente un prévisionnel d'activité viable et répond aux attentes de la commune en matière de qualité de service, via le label « Maître Restaurateur » obtenu et porté par M. Xavier LAGARDE.

Le bail commercial sera conclu avec la société SAS DE TERRE EN MER dont le siège social est 3 le bourg à ESCAUDES, et porte sur un bien référencé au cadastre à la section AH sous les numéros 533, 377, 378, 383 et 502. La surface totale du terrain est de 711 m², dont un immeuble bâti d'une surface de plancher de 573 m² après travaux et comporte un espace commercial dédiée à l'activité de restauration au rez-de-chaussée de 336,42 m², de deux plateaux nus en rez-de-chaussée et en étage de 153,56 m² et d'un appartement situé en R+1 connexe à l'activité commerciale d'une superficie de 83,15 m². Le bail commercial concerne également des espaces extérieurs (cour, porche, terrasse attenante au commerce et terrasse attenante au logement) d'une superficie totale de 211,53 m².

Il est proposé au Conseil Municipal de conclure avec la SAS DE TERRE EN MER une promesse de bail commerciale qui prendra fin à la livraison des locaux.

Un bail commercial sera ensuite consenti entre les parties pour une durée de 9 années entières et consécutives, qui commenceront à courir au jour de l'état des lieux d'entrée.

Le loyer annuel est fixé à 36 000 HT.

Vu le projet de location commerciale d'un immeuble appartenant à la commune pour l'exploitation d'une activité de restauration,

Vu la qualité, l'investissement et la soutenabilité du projet porté par la SAS DE TERRE EN MER représentée par son Président M. Xavier LAGARDE,

Vu les discussions et négociations conduites par Monsieur le Maire en vue de la conclusion d'une promesse de bail commercial et d'un bail commercial,

Vu le projet de promesse de bail commercial et de bail commercial annexé,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE le bail commercial avec la société SAS DE TERRE EN MER immatriculée au registre du commerce de Bordeaux sous le n° 818 596 199 représentée par Monsieur Xavier LAGARDE.**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer la promesse de bail commercial puis le bail commercial, à compter de la livraison des travaux, et à accomplir toutes les formalités nécessaires.**

Maguy Vogt : Une caution va-t-elle être demandée ?

Anthony Jegou : Il le faut, oui.

ALC : On verra à combien de mois on la fixe.

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 11 contre : 0 abstention : 1)

Abst : Anthony JEGOU

3°) Objet : Autorisation donnée au Maire d'ester en justice au nom de la commune

Monsieur le Maire indique la nécessité de défendre les intérêts de la commune dans l'instance introduite par Monsieur Kevin HOURCADET devant le tribunal administratif de Pau.

Considérant que M. HOURCADET a déposé devant le tribunal administratif de Pau une requête pour demande d'expertise tendant à obtenir la reconnaissance des désordres et du trouble occasionné par les travaux engagés par la commune (opération Restaurant du Parc).

Considérant qu'il y a donc lieu d'autoriser Monsieur le Maire à défendre les intérêts de la commune dans cette affaire et de désigner l'avocat qui représentera la commune en justice.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE Monsieur le Maire à représenter la commune en défense dans cette instance devant le Tribunal Administratif de Pau,**
- **AUTORISE la désignation de Maître Stéphane LOPEZ, Avocat, pour représenter les intérêts de la commune dans le cadre de cette affaire,**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'honoraires avec l'avocat, étant entendu que la commune est garantie par une assurance de protection juridique auprès de la SMACL**

Pierre Labrosse : Le riverain du projet a déposé une requête qui vise à vérifier l'impact des travaux sur sa santé et celle de sa famille.

Mikaël Bernadet : Quels vont être les risques associés à cette procédure ?

PL : La commune est maître d'ouvrage. Seront mises en œuvre les responsabilités des entreprises, du maître d'œuvre et des bureaux d'études, ...

ALC : Tous les diagnostics et contrôles ont été réalisés.

PL : Juste un point de vigilance, Maître LOPEZ n'est pas un avocat nommé par la SMACL, il y aura peut-être un dépassement d'honoraires.

MV : On aurait dû faire une réunion publique en amont des travaux.

ALC : On fera des réunions de riverains pour d'autres projet, et vous verrez que très peu de personnes y participent.

Jean-Claude Tucoulou : Oui mais ça limite les possibilités de recours.

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

4°) Objet : Réalisation d'une étude plan guide des espaces publics

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée que l'amélioration de la qualité des espaces publics du centre-bourg participe à la stratégie de revitalisation de la commune.

Il rappelle également la démarche menée dans le cadre de Petites Villes de Demain avec le Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement (C.A.U.E.) et la Communauté de communes des Luys en Béarn, sur la thématique des espaces publics. En effet, depuis l'été 2022 le C.A.U.E. a réalisé un travail préparatoire à la réalisation d'une étude sur les espaces publics du centre-bourg. Ces travaux ont notamment permis de :

- Confirmer l'intérêt d'une telle étude,
- Initier une démarche participative avec des habitants en janvier 2023, lors d'un diagnostic en marchant,
- Définir les enjeux et les besoins spécifiques au territoire, retranscrits dans un cahier des charges.

Il est donc proposé de réaliser une étude plan guide des espaces publics sur le centre-bourg de Garlin. Cette mission sera confiée à un bureau d'études qui devra proposer un plan guide sur la base des enjeux locaux suivants :

- ENJEU 1 : Un espace public à vivre
- ENJEU 2 : S'inscrire dans une dynamique de transition écologique
- ENJEU 3 : Partage de l'espace public et place des modes actifs
- ENJEU 4 : Diversité et identité de l'espace public
- ENJEU TRANSVERSAL : Concerner pour mieux gérer et faire vivre les lieux, mise en valeur du patrimoine.

Il est attendu des propositions d'aménagements chiffrées par type d'espace (rue, avenue, chemin, place...) et par espaces publics définis (rue Victor Lefranc, Cour République, carrefour entre la Route de Diusse et la Route de Portet...).

L'objectif pour la commune est de se doter d'un outil stratégique permettant de guider l'investissement public de façon cohérente et hiérarchisée sur les espaces publics. Cet outil sera utile pour la réalisation d'opérations à court (aménagements éphémères par exemple), moyen et long terme, tout en gardant une cohérence d'ensemble.

Le 4 juillet dernier le comité de pilotage réuni à la mairie de GARLIN, en présence du C.A.U.E. et du chef de projet Petites Villes de Demain, a donné un avis favorable à la réalisation d'une telle étude.

Monsieur le Maire présente un plan de financement prévisionnel de l'étude plan guide détaillé ci-dessous. Aussi, il rappelle aux membres de l'Assemblée que cette action est inscrite dans la convention cadre Petites Villes de Demain, valant Opération de Revitalisation de Territoire signée le 12 mai 2023. A ce titre, cette étude peut bénéficier d'un soutien en ingénierie spécifique par la Banque des Territoires et le Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL – ETUDE PLAN GUIDE			
DEPENSES		RECETTES	
Intitulés	Montants € HT	Intitulés	Montants € HT
Etude	48 000,00 €	Banque des Territoires (de 10% à 50% du montant HT)	9 600,00 €
		Conseil Départemental (10% du montant HT)	4 800,00 €
		ADEME (appel à projets)	24 000,00 €
		COMMUNE DE GARLIN (Autofinancement)	9 600,00 €
TOTAL	48 000,00 €	TOTAL	48 000,00 €

VU la convention cadre Petites Villes de Demain, valant Opération de Revitalisation de Territoire signée le 12 mai 2023,

VU la convention triennale d'attribution du soutien en ingénierie de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain au bénéfice de la Communauté de communes des LUY EN BEARN et des communes d'ARZACQ-ARRAZIGUET, de GARLIN et de SERRES-CASTET signée le 10 janvier 2022,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **VALIDE** le lancement d'une étude plan guide des espaces publics
- **APPROUVE** le plan de financement tel que présenté
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter des partenaires financiers, notamment dans le cadre du programme Petites Villes de Demain
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document susceptible d'intervenir dans la suite réservée à cette opération
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer la consultation afférente, étant entendu que la commune sera assistée par le CAUE tout au long de la procédure

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

5°) Objet : Personnel communal : création d'un emploi permanent de responsable administratif

Monsieur le Maire expose que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité

territoriale ou établissement public sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. Cette délibération est également proposée lorsqu'il s'agit de créer les emplois permettant aux agents de bénéficier des avancements de grade.

Compte tenu des besoins du service administratif, il convient d'en renforcer les effectifs.

Dans ce cadre, le Maire propose à l'organe délibérant la création d'un emploi permanent de responsable administratif à temps complet,

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des attachés territoriaux, au grade d'attaché territorial, relevant de la catégorie hiérarchique A,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- DECIDE de créer l'emploi permanent de responsable administratif à temps complet, de catégorie A, au grade d'attaché territorial relevant du cadre d'emploi des attachés territoriaux,
- AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi étant précisé que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent recruté sont inscrits au budget,

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

6°) Objet : Personnel communal : plan de formation mutualisé

Monsieur le Maire rappelle que la loi du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la Fonction Publique Territoriale impose aux collectivités locales d'établir pour leurs agents un plan de formation annuel ou pluriannuel. Cette obligation a été réaffirmée par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale

Dans ce cadre, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) ont conduit un projet d'accompagnement à la rédaction d'un plan de formation mutualisé sur le territoire Est Béarn du Département des Pyrénées-Atlantiques.

A l'issue de cet accompagnement, les collectivités du territoire ont décidé de pérenniser cet outil. Ce projet permettra notamment au CNFPT d'organiser des formations sur le territoire concerné.

Le Conseil municipal, après avis du Comité social technique émis en dernier lieu le 29 juin 2023 et après en avoir délibéré, ADOPTE le plan de formation mutualisé.

Claire Labat : La commune accueille un nouvel agent au sein de l'équipe technique, il serait intéressant qu'il suive une formation en espaces verts.

ALC : C'est prévu.

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

7°) Objet : Budget annexe assainissement : reprise de l'affectation du résultat 2022

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M49,

Vu la délibération n°9 du Conseil Municipal en date du 4 avril 2022 portant affectation du résultat de l'exercice 2021 du budget annexe assainissement,

Considérant les opérations de régularisation nécessaires et les besoins de crédits afférents,
Considérant qu'aucune opération d'investissement n'est à financer sur l'exercice 2023,

Il convient de reprendre et de réintégrer en section de fonctionnement l'affectation des résultats susvisée dans sa totalité et d'un montant de 114 523.38 €,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE la reprise de l'affectation du résultat 2022 et la réintégration des crédits correspondants en section de fonctionnement à l'article 778 (autres produits exceptionnels divers),**
- **CHARGE Monsieur le Maire des opérations comptables appropriées**

8°) Objet : Budget annexe assainissement : décision modificative n°1 – annule et remplace

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°13 du Conseil municipal en date du 4 avril 2023 approuvant le budget primitif,

Vu la délibération n°7 du Conseil municipal en date du 28 août 2023 portant décision modificative n°1,

Considérant que sous couvert des observations formulées par la responsable du SGC de Lescar, il convient d'annuler cette dernière et d'établir une nouvelle décision modificative,

Sous réserve du respect des dispositions des articles L.1612-1, L.1612-10 du Code général des collectivités territoriales, des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent.

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différentes opérations du budget principal.

En section de fonctionnement :

Chapitre/ Article	Libellé	Dépenses	Recettes
011/6068	Autres matières et fournitures	+ 78 558.38 €	
67/6712	Frais	+ 933.00 €	
67/673	Titres annulés	+ 210 190.00 €	
042/6811	Dot. aux amort.	+ 2 077.00 €	
042/6811	Dot. aux amort.	+ 34 055.00 €	
042/6811	Dot. aux amort.	+ 35 323.00 €	
042/6811	Dot. aux amort.	- 2 077.00 €	
042/6811	Dot. aux amort.	- 34 055.00 €	
042/6811	Dot. aux amort.	- 35 323.00 €	
70/70611	Redevance d'assainissement collectif		+ 175 158.00 €
042/778	Dot. aux amort.		+ 114 523.38 €
	TOTAL	+ 289 681.38 €	+ 289 681.38 €

En section d'investissement :

Opération/ Article	Libellé	Dépenses	Recettes
040/1068	Autres réserves	+ 114 523.38 €	
2315	Installations, matériel et outillage technique	- 114 523.38 €	

040/28031	Frais d'études		+ 2 077.00 €
040/28031	Frais d'études		- 2 077.00 €
040/28135	Installations générales		+ 34 055.00 €
040/28131	Bâtiments		- 34 055.00 €
040/28153	Installations à caractère spécifique		+ 35 323.00 €
040/28153	Installations à caractère spécifique		- 35 323.00 €
	TOTAL	0 €	0 €

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n°1 et RAPPELLE que s'agissant de la section fonctionnement les crédits sont votés par chapitre et que pour la section Investissement les crédits sont votés par opération budgétaire.

9°) Objet : Patrimoine communal : détermination d'un loyer

Monsieur le Maire indique qu'un local à vocation commerciale et situé 5 rue Firmin Bacarisse est vacant. Ce local dispose d'une salle principale et d'une pièce attenante constituée de sanitaires et d'un point d'eau. Il est d'une superficie d'environ 40 m².

Il informe que ce bien pourrait être mis à la location au 1^{er} novembre 2023. Le montant du loyer pourrait être fixé à 250 €.

Il est précisé qu'il sera demandé une caution d'un mois à la signature du bail.

Après en avoir délibéré et entendu le Maire en ses explications complémentaires, le Conseil municipal DECIDE de fixer à compter du 1^{er} novembre 2023 le loyer mensuel du local commercial situé 5 rue Firmin Bacarisse à un montant de 250 €.

MV : Ce local est disponible à la location à partir du 1^{er} novembre 2023, le tatoueur souhaiterait commencer le 2 novembre 2023.

MB : De combien est la superficie du local ?

PL : Elle est d'environ 40 m². On a pu récupérer l'ancien petit bureau du comité des fêtes.

Claire Labat : Il y avait des travaux à faire il me semble ?

PL : L'entreprise Viète a commencé à travailler. Il a changé des tuiles qui étaient cassées et il a fait un devis pour aménager cette pièce. Suite au dégât des eaux qu'il y avait eu, il va refaire le sol ainsi que les murs. On aura une grande salle à l'étage que l'on pourra prêter.

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

10°) Objet : Groupement de commandes marché assurances

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante que, dans le cadre de son schéma de mutualisation, la Communauté de communes des Luys en Béarn souhaite accompagner au mieux ses communes membres au travers d'un ensemble d'actions comme la mise à disposition de personnel et de services,

les prestations ponctuelles comme l'assistance juridique et la mutualisation de procédures de commande publique pour des travaux, des services ou l'acquisition de fournitures.

Au cours de l'année 2019, la Communauté de communes a organisé une action de mutualisation pour l'élaboration, pour son besoin propre et celui de ses communes membres et leur groupement, d'un ensemble de contrats d'assurance. Les contrats générés prennent terme au 31 décembre 2023. Il convient de relancer une procédure pour le renouvellement de tout ou partie de ces contrats.

Par délibération n°57/2023 en date du 4 mai 2023, la Communauté de communes des Luys en Béarn a approuvé l'ajout des contrats d'assurance à la convention constitutive du groupement de commandes entre la Communauté de communes des Luys en Béarn, les collectivités territoriales, leurs groupements ou établissements publics.

Compte tenu de la volonté de la commune de Garlin d'adhérer au groupement de commande assurances pour :

- Lot 1 : Dommages aux biens et risques annexes
- Lot 2 : Responsabilité civile – défense recours
- Lot 3 : Protection fonctionnelle, protection juridique – défense pénale des agents et des élus
- Lot 4 : Flotte automobile et accessoires

Il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commande pour lequel la Communauté de communes est désignée coordonnateur du groupement.

Monsieur le Maire donne ensuite lecture du projet de convention annexé à la présente délibération.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE Les termes de la convention constitutive du groupement de commandes à intervenir entre la commune de Garlin et la Communauté de communes des Luys en Béarn,

CHARGE Monsieur le Maire de sa signature,

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération à M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques et à M. le Président de la Communauté de communes des Luys en Béarn.

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

11°) Objet : Réalisation d'un emprunt

Monsieur le Maire rappelle l'opération du Restaurant du Parc et le coût total des travaux estimés à 1 672 484.32 € HT.

Monsieur le Maire rappelle que des subventions sont attendues pour le financement de l'opération visée ci-dessus. Aussi, il est opportun de recourir à un emprunt à court terme permettant le préfinancement d'un montant de 500 000 €. Il indique avoir consulté trois banques pour connaître leurs conditions de prêt. Seul un organisme a souhaité donner suite à cette sollicitation.

Voici un récapitulatif de l'offre reçue :

Banque	Crédit Agricole
Durée	24 mois
Taux du prêt	4.24 %
Intérêts	42 000 €
Périodicité des échéances	Trimestrielle (différé d'amortissement 21 mois)
Commission d'engagement	500,00 €

Le Conseil Municipal, DECIDE d'autoriser Monsieur le Maire à souscrire l'emprunt présenté.

AJ : Y aura-t-il des pénalités en cas de remboursement anticipé ?

ALC : Non

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 11 contre : 1 abstention : 0)
Contre : Anthony JEGOU

Questions diverses

CL : Un point sur les décorations de Noël. La demande de subvention faite en son temps par l'APE a été refusée et nous avons ensuite reçu l'association et pris en note leurs besoins tels que la réparation des chalets et l'acquisition de guirlandes.

PL : Pourquoi est-ce que l'on ne demanderait pas au SIVOS ?

AJ : Parce que ce sont des décorations pour la place du Marcadieu.

CL : D'autres communes donnent une subvention. Nous, nous n'en donnons pas, donc nous pouvons participer par ce biais et acheter directement les décorations. Je vous rappelle que la commune offre des places de cinémas tous les ans.

AJ : Il faut que ce soit la commune qui paie en direct.

ALC : Nous pouvons allouer un budget de 300 euros tous les ans. Tous le monde est d'accord ? Je vous remercie.

Autre sujet, le projet de panneaux photovoltaïques au lac du Gabassot avance bien. On avait besoin de garanties, tous les problèmes posés ont trouvé une issue favorable. Les panneaux auront une hauteur maximale de 1,50 mètres. Ils ne cacheront pas l'environnement. Les exigences au niveau du reboisement et le maintien du cheminement pour les piétons pendant les travaux ont bien été prises en compte.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, une taxe a été instaurée sur ce genre de projet. La commune toucherait 4000 euros par an, ce qui n'est pas négligeable pour nous.

MB : La taxe est calculée par rapport au kilowattheure produit ?

ALC : Oui tout à fait.

AJ : Est-ce que l'ASA est toujours en phase ?

ALC : Oui, il n'y a pas de soucis.

CL : Du point de vue écologique, les algues et les poissons vont-ils disparaître ?

ALC : Il n'y a pas assez de recul pour répondre à cette question, mais après documentation et enquête, il semblerait qu'il n'y ait pas d'impact à ce niveau.

CL : Et lorsque le lac est à sec ?

PL : Quand le lac sera plein, les panneaux couvriront 5% de la surface du lac. Et à l'inverse, lorsque le temps sera plus sec ils couvriront 30% du lac.

Il y a une zone d'exclusion autour des « radeaux », pour que l'on ne puisse pas s'approcher.

JCT : Un bâtiment technique sera-t-il construit ?

ALC : Oui, il sera à côté du bâtiment actuel.

J'ai été rassuré par le rendez-vous. Le projet est prévu à l'horizon 2026.

MB : Qui porte le projet ?

ALC : Il s'agit de Total Energies.

Tout le monde est favorable au projet ? Vous êtes unanimes, je vous remercie.

JCT : Par rapport à l'information du public ?

ALC : Nous ferons des réunions publiques.

Total a joint tous les propriétaires qui ont une vue sur le lac.

Dans le même registre, nous avons reçu une demande de CUB pour l'implantation de panneaux photovoltaïques sur une parcelle classée en U.

Il faut protéger les zones que l'on veut constructibles. Mais attention, la loi change tous les jours et peut-être que l'on pourra faire du photovoltaïque en dehors des zones constructibles. Nous allons répondre à ce Monsieur que nous ne donnons pas notre accord dans l'immédiat.

Le problème est que cela empêche la construction de nouvelles habitations car cela viendrait en déduction de notre enveloppe de constructibilité.

Il m'a été demandé un point global sur l'ensemble des projets portés par la commune que je vais donc vous rappeler.

L'opération du restaurant du Parc : les travaux notifiés s'élèvent à 1 672 484.32 € HT, la commune bénéficie du fonds friches à hauteur de 550 000 € et d'une aide de la Région de 245 882.16 €.

La commune a recours à deux emprunts pour financer cette opération : un court terme au Crédit Agricole pour préfinancer les subventions et un dossier de demande d'emprunt sur long terme a été déposé à la Banque des Territoires.

Le projet d'atelier municipal : le chiffrage est en cours, ce projet ne bénéficie d'aucune subvention.

Il y aura des revenus liés à la pose de panneaux photovoltaïques en toiture.

En lien avec ce projet, il y aura la déconstruction de l'atelier actuel et aménagement d'un parking.

Nous ne disposons d'aucun chiffrage pour l'instant.

Le projet de pôle culturel est estimé par l'architecte à un montant de 1 319 500 € HT. Il sera phasé en deux tranches : une première phase pour l'aménagement de l'école de musique et une seconde phase pour l'aménagement de l'aile Saint Pierre l'école de Musique. On pourra solliciter des subventions auprès de la Région, l'Etat et la DRAC.

CL : La grande salle ne répond pas aux besoins de l'école de musique.

ALC : Si, de petites salles sont prévues à côté de la grande salle, il y aura un lien avec l'étage de la salle Saint-Pierre.

CL : Les plans qui ont été faits ne sont pas définitifs ? Il faut que la grande salle soit mutualisée.

ALC : On a fait une esquisse pour avoir une idée du coût, mais on travaillera avec les associations. Le plan n'est pas validé, ni définitif.

Le projet n'est pas du tout entamé. Il sera entamé fin 2024, début 2025.

Dans l'état actuel des choses, on ne peut pas mettre 1,3 million d'euros. Il faut attendre que d'autres emprunts tombent.

Certains projets attendront soit la fin de la mandature, soit la prochaine mandature.

Nous avons hérité d'une situation financière saine, il nous faut transmettre une situation saine à la prochaine équipe.

Concernant la maison Nabonne, nous avons demandé à l'EPFL de reporter l'opération, il est difficile d'avancer avec Domofrance et un autre investisseur travaille actuellement sur le dossier.

Le projet de création d'une Halle couverte Place du Marcadieu n'est pas chiffré et sera certainement à porter sur une autre mandature.

CL : Le projet de Halle prévue place Marcadieu est à mettre en cohérence avec le plan guide.

ALC : Oui, l'élaboration d'un plan guide nous permettra de disposer d'une feuille de route, d'avoir une vision dans le temps, et de pouvoir phaser les travaux.

Le bâtiment de chez Hourugou, se fera en deux phases. La première avec l'appartement avant fin 2023, et la deuxième qui concerne le rez-de-chaussée et qui sera faite en même temps que la phase deux du pôle culturel, il n'y a pas d'urgence.

AJ : Je voudrais revenir sur les engagements pris en conseil d'école.

PL : Oui, il y a deux choses qui sont à faire par la commune. La pose de gravillons sur le chemin qui mène jusqu'à l'école et la réalisation d'un décroché dans le parc.

CL : Je souhaiterais faire un point sur le stade. Je vous ai adressé à tous un mail avec la liste des travaux à réaliser. Certains sont plus urgents que d'autres. Je verrai leur programmation avec Céline.

ALC : J'ai rencontré le département, au sujet du problème de circulation qui concerne la vitesse sur la route de Miramont.

Un expert va étudier cette route. Un système de comptage sera installé, comme pour la rue des Pyrénées. Au-delà d'un certain pourcentage de vitesse dépassée, le département pourra agir.

AJ : Le plus grand problème concernant la route de Miramont est ce sont les poids lourds.

PL : Le comptage permet la distinction et également de comptabiliser les poids lourds.

Sur l'avenue Georges Phesans, l'installation d'un plateau est prévue.

AJ : Le marché de Noël aura lieu le 26 novembre 2023. Y aura-t-il des contraintes suite au plan vigipirate ?

ALC : Pas pour l'instant, la situation pourra peut-être évoluer.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucune question n'étant soulevée, Monsieur le Maire lève la séance du Conseil Municipal à 21h10.

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.